

Les statistiques sur la délinquance et la réponse pénale

Progrès et lacunes

Présentation au CNIS

Stéfan Lollivier

Président du Conseil d'orientation de l'ONDRP



Mesurer pour comprendre



Le sentiment d'insécurité

Mesuré au travers de deux questions dans l'enquête
Cadre de vie et sécurité (CVS)

Insécurité au domicile (16% des 14 ans et plus en 2012)

Insécurité dans le quartier et le village (21% des 14 ans et plus en 2012)

Disponible dans le rapport annuel de l'ONDRP

Etudes en structure plus approfondies en empilant les enquêtes, par exemple 2007 à 2012

Enquête nationale, ne peut pas cerner les populations peu nombreuses ou localisées

La délinquance subie dans CVS

Seule l'enquête auprès des personnes est en mesure d'appréhender la totalité de la délinquance subie

Différentes questions

- Sur les vols

- Sur les violences, hors et dans les ménages

- Sur les menaces et insultes

Image d'une délinquance qui n'augmente pas de 2008 à 2011, et de taux de plaintes très variables

Les caractéristiques socio-démographiques des victimes sont disponibles

Possibilité d'empilement des enquêtes

Pour les analyses locales, proposition d'examiner des modes de collecte complémentaires plus légers

Les grands enseignements de CVS 2012 (1)

0,5% (240 000) des 14 ans ou + déclarent avoir été victimes de vols ou tentatives de vols personnels avec violences ou menaces

0,6% hommes (157 000) et 0,4% femmes (110 000)
relative stabilité depuis 4 ans

1,7% (870 000) des 14 ans ou + déclarent avoir été victimes de vols ou tentatives de vol sans violences ni menaces

1,5% hommes (375 000) et 1,8% femmes (490 000)
baisse de 2009 à 2011, qui porte plutôt sur les hommes

1,3% (651 000) des 14 ans ou + déclarent avoir été victimes de violences physiques hors ménage

1,5% hommes (365 000) et 1,1% femmes (300 000)
stable entre 2010 et 2011 après baisse surtout chez les hommes, un peu chez les femmes

Les grands enseignements de CVS 2012 (2)

3,1% (1,6 million) des 14 ans ou + déclarent avoir été victimes de menaces hors ménage

3,2% hommes et 3,1% femmes

baisse d'un point par rapport à 2010

8,7% (4,5 million) des 14 ans ou + déclarent avoir été victimes d'insultes hors ménage

8,6% hommes et 8,9% femmes

baisse de deux points par rapport à 2007

en 2010 et 2011, les violences physiques ou sexuelles sur les 18 à 75 ans ont touché

hors ménage 0,7% des personnes (0,4% chez les hommes et 0,9% chez les femmes)

dans le ménage 1,9% des personnes (1,3% chez les hommes et 2,5% chez les femmes)

La délinquance enregistrée

Indicateur très imparfait de la délinquance subie

Taux de plainte variable selon les actes (moins de 10% pour le vandalisme à plus de 90% pour les vols de voiture)

Sensible aux techniques d'enregistrement (IGA)

Logiciels utilisés

Consignes adoptées

Fragilité rappelée dans chaque bulletin mensuel de l'ONDRP

Uniquement des données très agrégées (Etat 4001)

Pas d'enregistrement au lieu de commission

Des voies de progrès considérables

Nouveaux logiciels Police et Gendarmerie

Création d'un infocentre statistique à l'Intérieur (CP)

Cohérence des nomenclatures Intérieur-Justice (CP et IGA)

Les auteurs présumés (mis en cause)

Actuellement, information agrégée très insuffisante dans l'Etat 4001

Sexe, majeur/mineur, nationalité

Pas de données individuelles

L'ONDRP réalise des exploitations spécifiques du STIC (hors gendarmerie) en extrayant des données individuelles, mais à cout élevé

Succédané d'un infocentre

La recommandation de disposer d'un infocentre au ministère de l'Intérieur qui exploite les bases de données des nouveaux logiciels est fondamentale pour disposer de statistiques administratives au niveau des attentes

Informations sur les lieux de commission des faits et les auteurs présumés (caractéristiques et antécédents)

Les trajectoires pénales

Les lacunes statistiques se poursuivent si on s'intéresse aux trajectoires pénales des personnes mises en cause

Les systèmes d'information Intérieur-Justice ne communiquent pas (encore ?)

Les trajectoires, y compris avec « retours » sont mal appréhendées

On ne dispose que de données de cadrage sur « l'entonnoir » de la Justice, non disponibles à ce jour par type d'infraction :

4 800 000 procès-verbaux ou plaintes

2 000 000 avec auteur connu

dont 700 000 classés sans suite

1 300 000 reçoivent une réponse pénale

600 000 procédures alternatives

700 000 poursuites

600 000 condamnations

dont 3000 pour crime et 590 000 pour délit

Dont 120 000 d'emprisonnement ferme

60 000 détenus

Cassiopée et le SID au ministère de la Justice

Outils en cours de déploiement, ils permettront

D'avoir une vision transversale sur l'activité des tribunaux

D'avoir une vision longitudinale sur les trajectoires des auteurs présumés dans la filière pénale, selon leurs caractéristiques et par type d'infraction

D'évaluer les délais de réponse pénale selon les caractéristiques des auteurs présumés et par type d'infraction

Des statistiques plus détaillées à venir en 2014

Une recommandation forte de l'ONDRP est d'appuyer la mise en place du SID dans les meilleurs délais, et d'en tirer des exploitations détaillées sur les trajectoires pénales

Les trajectoires multiples (récidive...)

D'abord clarifier les concepts

La récidive « légale » intéresse principalement les seuls magistrats

La récidive élargie (réitération) éclaire sur les condamnations multiples

Publication récente de la SDSE dans France Portrait Social

Les trajectoires pénales des multi-mis en cause sont un sujet en friche

Concernant la récidive élargie, le SID permettra de disposer d'une large palette d'informations

La connaissance des multi-mis en cause nécessite

Une interconnexion des systèmes d'information des deux ministères

Une méthodologie à développer en commun

Des développements informatiques spécifiques

L'ONDRP a commencé à travailler très partiellement sur le sujet

Des recommandations du COR de l'ONDRP

Pour résoudre des difficultés de court terme

Ruptures de séries de l'Etat 4001, CVS, rétropolation

Pour combler à brève échéance des lacunes en matière d'information statistique et disposer d'indicateurs moins agrégés

Sur la délinquance enregistrée

Sur les trajectoires dans la filière pénale

Sur les indicateurs de prévention

Pour déterminer des objectifs de moyen terme en matière d'information statistique

Sur la cohérence entre les systèmes d'information

Sur les retours dans le système pénal et les sorties durables

Pour améliorer le service rendu aux utilisateurs dans un domaine où la culture statistique est peu répandue.

Les statistiques sur la délinquance et la réponse pénale

Merci de votre attention !

Insee

18 bd Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

www.insee.fr  

Informations statistiques :

www.insee.fr / Contacter l'Insee

09 72 72 4000

(coût d'un appel local)

du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00